

CIBLE

Tsunamis

Quand on n'a rien à dire, mieux vaut se taire. Face à la tragédie qui frappe l'Asie du Sud, les socialistes ont estimé que le président de la République n'en faisait pas assez. Cette surenchère verbale était inconvenante.

L'immense élan de solidarité des Français était en parfaite adéquation avec les mesures annoncées par Jacques Chirac le 31 décembre.

Il est utile que la France double son aide financière aux États d'Asie du Sud.

Il est juste de décider un moratoire sur les dettes contractées par les pays touchés par les tsunamis.

Il est nécessaire que se constitue une force européenne d'intervention civile capable d'une assistance cohérente et rapide aux populations touchées par une catastrophe.

Les décisions et les propositions du président de la République sont dans la continuité de la Déclaration de New York par laquelle les chefs d'État brésilien, chilien et français ont présenté un programme de financement du développement placé sous l'égide des Nations unies.

Face aux catastrophes inévitables comme dans la lutte quotidienne contre la pauvreté, c'est l'action coordonnée des États qui est pleinement efficace.

TÉLÉVISION

La mode raciale

Nihilisme

La chute d'Hitler

p. 9

Histoire

Turquie et Occident

p. 6-7

Une télé en beur et black

Cela se présente comme une enquête alors qu'on nous refile un équilibre en trompe l'œil. Nos confrères de *Télérama* ⁽¹⁾ sont d'excellents journalistes mais, à la veille de Noël, ils ont pris leurs lecteurs pour des niais.

Il y a bien un article d'Irène Berelowitch qui expose honnêtement les thèses des partisans et des adversaires de la *discrimination positive* mais tout le reste n'est que propagande en faveur du passage de la télévision à la couleur : photo rigolote du visage noirci de David Pujadas à la Une, titres mobilisateurs (*Pourquoi ça traîne ?*), enquête à sens unique de Sophie Bourdais, et surtout l'éditorial de Marc Jézégabel qui donne la ligne générale - ce qui est normal dans un journal politique, et surprenant dans un hebdomadaire d'informations sur les médias.

Quant à la question des écrans pâles (« il n'y a que des blancs à la télé ») Marc Jézégabel nous rapporte la bonne nouvelle : « la controverse [sur la discrimination positive] a forcé les portes de l'étouffoir dans lequel le réflexe républicain la contenait ». En clair, un groupe

agissant sous l'égide de l'Institut Montaigne (2) a victorieusement contourné l'obstacle du principe d'égalité qui interdit notamment toute discrimination raciale.

On note que le principe républicain est rabaisé à un *réflexe* : ce qui signifie que tout ce qui constitue la tradition républicaine (l'idéal de la raison politique, le souci du bien commun, l'égalité comme principe du droit, l'exigence de justice, l'universalisme...) est considéré comme facteur d'oppression. Ceci posé, Marc Jézégabel masque son idéologie sous un prétendu *réalisme* : les principes doivent céder devant la *nécessité* de la lutte contre les discriminations négatives, lutte qui implique des discriminations positives : ce serait une *question d'évidence*, un impératif.

L'injonction ne nous impressionne pas. Même quand elle est relayée par un article de David Pujadas qui invoque lui aussi une obligation : « La

discrimination positive ? On préférerait l'éviter, mais s'il faut en passer par là... ». Pauvre petite ruse : David Pujadas parraine l'association *Averroès* qui milite pour les écrans de couleur : il se résigne donc à suivre... ses propres convictions.

Suit une enquête fourmillant d'exemples destinés à prouver la trop longue absence de visages colorés à la télévision et à enregistrer les *progrès* accomplis sur les différentes chaînes et dans les séries les plus populaires. Mais ces *progrès* sont encore trop lents. On cite Dominique Baudis, qui refuse les quotas raciaux mais veut imposer une *obligation morale* quant à la préférence raciale. On présente Audrey Pulvar, noire présentatrice sur FR3, et Sébastien Folin, noir *Monsieur Météo* sur TF1, comme des héros. On célèbre bien sûr la *charte de la diversité* signée par d'éminents patrons français.

C'est ainsi qu'une idéologie racialisante se diffuse sous prétexte de pragmatisme et que des secteurs commencent à être soumis à des normes de représentativité ethnique.

Cette idéologie est contraire à nos principes constitutionnels.

Ces pratiques découlent de la fabrication de catégories illusoires. Elles vont déclencher d'innombrables revendications provenant de *minorités* autoproclamées. Elles vont provoquer le ressentiment des innombrables groupes qui se prétendent sous-représentés. Elles vont favoriser les fantasmes racistes et antisémites que l'on dénonce par ailleurs : certains disent qu'il y a *trop de blancs* à la télévision ; mais d'autres affirment qu'il y a *trop de juifs* dans les médias...

On remarquera enfin que la promotion des *blacks* et des *beurs* sur les écrans, qui n'a aucune signification politique et sociale, fait oublier que les formations politiques minoritaires et les organisations syndicales, dont les messages ont du sens, sont de moins en moins visibles à la télévision. Les revendications *ethno-raciales* sont antidémocratiques. C'est là une autre *évidence*, que Marc Jézégabel devrait méditer.

Yves LANDEVENNEC

(1) *Télérama*, n° 2866 : Enquête sur la discrimination positive - Et si on passait à la couleur. Le point d'interrogation a été omis.

(2) Cf. dans *Royaliste* n° 850, p. 2, l'article de Sylvie Fernoy : *L'État à visage ethnique*.

royaliste 

SOMMAIRE : p. 2 : Une télé en beur et black - p. 3 : Le Monde nous est rendu ! - Passet ? Passet pas ? - p. 4 : Schröder en liquidateur - p. 5 : Aux urnes citoyens ! - p. 6/7 : Pour en finir avec la croisade - p. 8 : La grande méprise - p. 9 : Sur le nihilisme nazi - p. 10 : Monstres - La soupe à la racine - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Front de classe.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le Monde nous est rendu !

Dans un article fleuve qui se situe entre le rapport Khrouchtchev et la farce de maître Patelin, Jean-Marie Colombani a gracieusement rendu *Le Monde* à ses lecteurs. Mais qui l'avait donc confisqué ?

Quoi ! Le *quotidien de référence* escamoté, accaparé, dérobé, pour ne pas dire volé ? Telle est la vérité incluse dans les derniers mots de l'article plein d'explications franches et sincères publié à la mi-décembre par Jean-Marie Colombani. Soyons logiques : s'il s'agit désormais de « rendre le journal à ses lecteurs », c'est qu'il leur avait été enlevé. Par qui ?

Par les journalistes du *Monde* ? Certes non, puisque leur directeur écrit que ceux-ci vont se le « réapproprier ».

Les maraudeurs sont sans doute haut placés dans l'appareil mais le guide suprême ne publie ni les noms, ni les fonctions. Comme il y eut autrefois des kremlinologues, il faudrait qu'aujourd'hui des mondologues scrutent le jeu des hiérarques, décryptent leur langue de bois, interrogent les transfuges et les exilés récents.

Sans le concours de spécialistes du décodage, le texte colombanien demeure énigmatique. Parfois, on croit lire la version petite-bourgeoise du fameux rapport attribué au camarade Khrouchtchev : le maître du *Monde* révèle aux lecteurs les « difficultés » qu'ils connaissaient déjà, avoue des dettes sans citer leur montant connu de tous ; fait une autocritique papalarde pour mieux s'exonérer de la

responsabilité de la crise multiforme qui frappe son journal, couvre d'éloges mielleux les camarades placardisés - à commencer par Edwy Plenel - sans qu'on sache rien des luttes internes qui ont conduit à cette liquidation douceuse.

Puis Jean-Marie patte-pelu annonce un plan de « départs volontaires » qui rappelle aux lecteurs que le patron du *Monde* a parfaitement assimilé la seule « variable d'ajustement » qui tienne en régime ultra-libéral : la compression de personnel par laquelle les salariés d'une entreprise paient les échecs de la direction.

La dernière partie de la copie est consacrée à l'éthique du nouveau *Monde*. C'est une véritable farce, dans lequel notre Maître Patelin clame que « la véritable indépendance se mesure en premier lieu à l'indépendance que l'on a vis-à-vis de soi-même, de sa propre culture, de ses propres choix ». Ceci au moment même où toute la presse parle de la négociation engagée entre Jean-Marie Colombani et le groupe Lagardère.

Sise en son nouvel immeuble du boulevard Blanqui, Sainte Nitouche continue de se moquer du monde et de ses lecteurs.

Colonel SPONZ

Passeti ? Passeti pas ?

Le « passage à l'euro » : trois ans déjà. Mais y sommes-nous vraiment passés, et qui n'y passe pas ? Questions difficiles, auxquelles *Le Monde* répond par un tour de passe-passe.

Avec sa sagacité légendaire, le colonel Sponz a penché son monocle sur le factum colombanien (voir ci-contre) mais ce galant homme m'a laissé un morceau de choix, prélevé avec une pince à sucre dans le graphe du 16 décembre. Le voici :

« La complexité même de la société dans laquelle nous vivons, sa dureté, nous obligent à placer la rigueur et l'expertise au centre de notre métier, à remettre en lumière nos fondamentaux, à mettre au-dessus de tout le respect des faits [...], à vous garantir la qualité et la rigueur de nos informations ».

Quinze jours plus tard, un titre du *Monde* nous informe que « en trois ans, la génération des nouveaux francs [les personnes de soixante ans et plus] a su s'accoutumer à l'euro ».

Pourquoi pas ? Je m'attends à une enquête de terrain à la « lumière des fondamentaux ». Mais on me sert pour tout potage une « information transmise par le baromètre Axa de la retraite commandé par l'assureur à l'institut de sondage allemand GfK ». Une organisation financière (Axa) et une société commerciale (GfK) sont donc tenues pour des sources dignes de foi, qui répondent à l'injonction colombanienne de « placer la rigueur et l'expertise au centre de notre métier ».

Encore une fois, pourquoi pas ? Le circuit Axa-GfK m'apprend que seuls 21 % des

retraités (contre 17 % des actifs) donnent en francs le montant de leur budget de Noël. Ces pourcentages atténuent le titre de l'article mais l'euro semble accepté par une très large majorité.

Semble ? Oui. Car il nous est infligé un micro-trottoir avec des bribes de remarques de Michèle, Daniel, Myrtille, Henri, Maria... Ces jeunes ou vieux retraités nous racontent comment ils calculent - en francs ou en euros - selon les sommes en cause et leur itinéraire professionnel. Comme à la télévision, c'est ce sympathique méli-mélo qui établit le « fait » du passage à la nouvelle monnaie.

Telle est la qualité de l'information délivrée par *Le Monde*... qui aurait pu s'inspirer de l'article publié dans ses propres colonnes le 27 mars 2004 par Giulio Tremonti, ministre italien de l'économie : selon lui, « Le passage des devises nationales à l'euro a produit des effets de confusion et d'illusion monétaire qui ont déplacé des parties substantielles de richesse, de la demande à l'offre, d'une classe sociale à l'autre, en appauvrissant substantiellement les classes sociales à revenu fixe ». Puis le ministre explique pourquoi ce passage a été « dramatique » dans son pays.

Voilà qui aurait pu inspirer à notre confrère une enquête rigoureuse, menée par un journaliste de métier.

Sylvie FERNOY

Schröder en liquidateur

Dans le domaine économique et social, la situation en Allemagne ressemble fort à celle de notre pays. Mêmes facteurs de régression, mêmes remèdes ultra-libéraux qui aggraveront le mal.

Mauvais début d'année chez nos voisins. En pleine période des fêtes, la presse annonçait une nouvelle augmentation du chômage qui affecte maintenant 4,43 millions de personnes.

Comme en France (où le chômage à de nouveau augmenté en décembre) ce sont là des chiffres officiels qui masquent une réalité encore plus angoissante car les chômeurs de plus de 58 ans et ceux qui sont en formation n'entrent pas dans les statistiques. Or il n'y a pas d'espoir d'amélioration en ce domaine car la croissance allemande ne devrait guère dépasser en 2005 le taux de 1 %.

Cette conjoncture médiocre n'est pas nouvelle, ce qui n'a rien de consolant.

L'Allemagne est sur la mauvaise pente depuis dix ans. Ceci en raison de spécificités nationales : le coût de la réunification est élevé, le secteur bancaire est fragile, les transformations industrielles n'ont pas été faites à temps.

Ces faiblesses pourraient être surmontées par une politique économique dynamique, orientée vers des investissements publics massifs et une forte hausse du pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires pour combattre la récession constatée en 2003 et parer la menace de déflation.

Tel n'est pas le cas. Les dirigeants sociaux-démocrates portent comme une croix le déficit budgétaire et subissent dans la honte les remontrances de Bruxelles - car le pacte de stabilité n'est pas plus respecté qu'en France. Surtout, les Allemands subissent comme nous les conséquences négatives du passage à l'euro (les fortes hausses de produits de consommation courante) et l'affaiblissement croissant du dollar par rapport à l'euro - dont les effets désastreux ne sont plus contestés. Il n'est donc pas surprenant que le bilan économique de 2004 soit d'une consternante médiocrité.

Dédaignant les leçons de l'expérience, les dirigeants allemands réagissent comme les oligarques français de droite et de gauche. Ils ont écouté les *médecins de Molière* déguisés en *experts* ultra-libéraux qui ont tenu le classique discours des « réformes » : avoir le « courage » de bousculer les structures ; en finir avec les « rigidités » du marché du travail et avec le « paternalisme » dans l'entreprise, renoncer à la fiscalité « pénalisante », abolir les règlements « paralysants ». Autrement dit, libéraliser à mort pour vaincre les effets du libéralisme.

C'est à cette conclusion imbécile que Gerhard Schröder et ses alliés Verts se sont ralliés. Comme l'avaient fait, entre autres, leurs partenaires

français de l'*Internationale socialiste*.

Le 14 mars 2003, le chancelier allemand a annoncé le plan gouvernemental destiné à rétablir l'économie nationale :

Programme d'investissements publics de 15 milliards d'euros, dont la moitié affectée aux communes pour leurs propres investissements. Ce plan, destiné à relancer la construction et par conséquent l'emploi, était prioritaire par rapport à la réduction du déficit budgétaire. La décision était bonne, de même que l'octroi de crédits aux petites et moyennes entreprises.

Mais le chancelier annonçait aussi :

- une flexibilité accrue en matière de licenciements ;
- la négociation d'accords salariaux d'entreprise (qui bénéficient généralement au patronat) ;
- la réforme du système public de santé qui sera soumis à la concurrence avec des structures simplifiées ; l'arrêt du remboursement de nombreux médicaments et des prothèses dentaires ; le versement par le malade d'un forfait de 10 % des honoraires médicaux.
- une réduction de la durée de l'allocation chômage de 32 à 18 mois pour les chômeurs de plus de 55 ans, et à 12 mois pour tous les autres sans-emploi. Ce qui s'ajoutait à l'allègement de l'*Office fédéral de l'emploi* et à l'obligation pour un chômeur d'ac-

cepter un travail inférieur à ses compétences sous peine de lourdes pénalités financières ;

- le relèvement de l'âge de la retraite, à 60 ans pour les femmes et de 65 à 67 ans pour les hommes ; la diminution des pensions de retraites.

Tel est, en résumé, l'Agenda 2010 de Gerhard Schröder.

Jacques Delors a certainement adoré ce plan, avec son cortège de sacrifices imposés par les oligarques aux salariés modestes, toujours plus soumis aux pressions patronales, toujours plus clairement visés par le flicage bureaucratique comme s'ils étaient coupables. Coupables de dépenser trop pour se soigner, coupables de demander un travail conforme à leurs diplômes et capacités. Pour les punir, l'aide sociale a été fusionnée avec l'allocation chômage forfaitaire, avec réduction des indemnités pour les chômeurs de longue durée.

Les protestations de l'aile gauche du *Parti social-démocrate*, les grèves et les manifestations syndicales n'y ont rien changé. Gerhard Schröder a certes démissionné en février dernier de la présidence du PSD, mais l'Agenda 2010 avait été voté en décembre 2003. La défaite du mouvement ouvrier et des salariés allemands est complète : c'est un chancelier socialiste qui a liquidé l'État social sous les applaudissements de la patronale *Fédération des industries allemandes*. Ce qui n'empêchera pas le parti de François Hollande, riche en dynamiteurs de l'État providence, de faire campagne pour « toujours plus d'Europe sociale ».

Les mesures sociales de l'Agenda 2010 sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier, avec la chaleureuse approbation du *Monde*, le jour de Noël. Comme rien n'est fait pour affaiblir l'euro, ni pour planifier un plan de relance concerté à l'échelle européenne, le plan Schröder connaîtra le sort de tous les plans de rigueur : un échec économique et financier accompagné d'un appauvrissement de la population.

Annette DELRANCK

Aux urnes citoyens !

Palestiniens et Irakiens iront aux urnes en janvier. Cela les fera peut-être un peu plus citoyens dans leurs propres pays. Mais le rapport de forces régional en sera certainement affecté.

Une page s'est tournée en un an au Moyen-Orient entre l'arrestation de Saddam Hussein en décembre 2003 et la mort de Yasser Arafat en novembre 2004. Deux dirigeants nationalistes à l'ancienne qui ont tenu le devant de la scène moyen-orientale pendant plus de vingt-cinq ans disparaissent d'un coup. Ils avaient clairement excédé leur durée de vie politique en figeant le jeu. On les a vite enterrés. Il semble pourtant qu'ils doivent survivre puisqu'un fidèle entre tous, Mahmoud Abbas, devrait être élu le 9 janvier et que la résistance irakienne garde le haut du pavé dans les bastions baasistes jusqu'à rendre impossibles les élections du 30 janvier ou annuler leurs effets.

Deux autres lectures des événements sont tout aussi crédibles et s'affrontent. La première est optimiste, la seconde prévoit le pire. Selon la première, la disparition d'Arafat ouvre la voie à l'évacua-

tion de la bande de Gaza et à l'établissement d'un modus vivendi entre un gouvernement d'union nationale israélien et une Autorité palestinienne rénovée ; l'élection d'une assemblée constituante irakienne conforte le pouvoir du Premier ministre Iyad Allaoui. Les situations ne sont peut-être pas sous contrôle mais on progresse dans la bonne voie.

La seconde version souligne au contraire les boycottages des organisations islamistes, Djihad et Hamas d'un côté, irakiennes sunnites de l'autre, qui vont continuer d'affaiblir les pouvoirs élus et se livrer à la surenchère.

On ne peut se satisfaire ni de l'une ni de l'autre. Le Premier ministre britannique a subi une rebuffade de plus en proposant une conférence de paix, comme si le gouvernement israélien - travaillistes et Likoud confondus, Sharon et Peres ensemble -, avait l'intention d'aller plus loin dans la négociation. En tout cas, Sharon ne prendra pas le risque de compromettre le succès de son opération chirurgicale sur Gaza en présentant une vision plus globale de l'État palestinien étendu à toute la Cisjordanie. Il n'y a, vu de Washington, aucune raison d'accélérer ni d'anticiper. La route de Jérusalem continue de passer par Bagdad et non l'inverse.

L'équipe du président Bush, et tout spécialement Condi Rice, ne considère pas que la Palestine soit centrale à la problématique du Moyen-Orient, mais au contraire que c'est l'Iran. Parce que c'est la seule puissance dans la région en mesure d'acquiescer la force atomique, et donc de rétablir une sorte d'équilibre de la dissuasion avec Israël. L'un des prédécesseurs de Sharon, son chef du Likoud, le Premier ministre Begin, avait évacué le Sinaï, rendu à l'Égypte, mais il avait aussi détruit le réacteur atomique dont s'était doté Saddam Hussein grâce à la France. On peut penser au même scénario avec les capacités iraniennes, mais avec d'autres répercussions, surtout si les Américains sont en première ligne.

Car quelle va être la conséquence la plus immédiate des élections palestinienne et irakienne ? L'émergence d'un pouvoir proche de Téhéran. La liste chiite unie en Irak devrait emporter la majorité. La bande de Gaza ne va pas être longue à tomber sous le contrôle du Hamas, lié au Hezbollah iranien au Sud-Liban. Or un tel résultat est certainement l'antithèse absolue de ce qu'ont incarné Saddam Hussein et Yasser Arafat. Croit-on vraiment à Tel-Aviv et à Washington préparer ainsi un avenir plus stable dans la région ? C'est une logique d'affrontement qui se construit plutôt qu'un processus de détente.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **VIÊT-NAM** - La princesse Phuong Dung, fille de l'empereur Bao Dai, a été retrouvée morte noyée dans une voiture après le terrible tsunami du mois de décembre.

♦ **THAÏLANDE** - Dans son discours traditionnel du Nouvel An, le roi vénéré Bhumibol Adulyadej (Rama IX) a remercié le peuple thaï qui « une fois de plus a fait preuve de générosité et de considération » envers les siens et les étrangers, après la catastrophe qui a fait près de 5000 morts dans son pays. La famille royale a été elle-même frappée puisqu'un des petits-fils du roi, le prince Bhumibol Jensen, âgé de 21 ans, a péri à Phuket une des zones les plus touchées. Ses gardes du corps et sa mère, la princesse Ubol Ratana, fille aînée du roi, sont eux sains et saufs. Le souverain a offert une aide de 770 000 dollars à une fondation qui recueille des fonds pour venir en aide aux sinistrés.

♦ **BULGARIE** - Le roi Siméon, actuel Premier ministre, envisage de briguer un deuxième mandat après les élections législatives qui doivent avoir lieu en juillet 2005. Le Mouvement National pour Siméon II (MNSD) ne retrouvera certes pas ses résultats exceptionnels de 2001 où, porté par la vague d'enthousiasme qu'avait suscitée la retour du roi, il avait remporté 42,7 % des suffrages et 120 des 240 sièges à la Chambre des députés. Il est vraisemblable qu'il fera alors alliance avec le Parti socialiste bulgare (PSB) dont le jeune président Sergueï Stanehev a fait savoir qu'il serait d'accord pour cette coalition et qu'il ne briguerait pas le poste de Premier ministre pour lui-même.

♦ **ESPAGNE** - Pendant trois jours, à la mi-janvier, le roi Juan Carlos et la reine Sophie seront en visite au Maroc. Ils ont souhaité atterrir à Tétouan, ville symbolique puisqu'elle fut la capitale du protectorat espagnol jusqu'en 1956. Cette visite marque aussi le dégel des relations maroco-espagnoles puisque c'est la première fois que le roi d'Espagne visite le Maroc depuis l'avènement de Mohammed VI. En effet, en 2003, lors du mariage du roi du Maroc, Juan Carlos avait, à la demande pressante du Premier ministre Jose Maria Aznar, renoncé à y assister. On était alors en pleine crise suscitée par l'occupation de l'îlot Leila par les gendarmes marocains.

♦ **JAPON** - Le processus pour une éventuelle modification des lois de succession pour permettre aux femmes d'accéder au trône du Chrysanthème se poursuit. A la demande du gouvernement, un groupe d'universitaires et de juristes va se réunir pour remettre un rapport sur le sujet, en automne, au Premier ministre Junichiro Koizumi. Le porte-parole du gouvernement a déclaré : « En vertu de la Constitution japonaise, l'Empereur est le symbole du Japon et du peuple japonais. Assurer une succession impériale stable est une question d'importance nationale ». Cette question est devenue d'actualité puisque le prince héritier Naruhito et son épouse la princesse Masako n'ont pour l'instant qu'une fille, la petite princesse Aiko.

Faites connaître Royaliste à vos amis.

Abonnement d'essai de 3 mois : 3,80 €

Les décisions prises dans une période historique ne déterminent nécessairement les orientations

politiques à fixer dans le moment présent. À plus forte raison, nos choix actuels ne sauraient se fonder sur des représentations imaginaires du passé. Les deux remarques valent pour la *question turque*. Normalien, agrégé d'histoire, enseignant à Paris-Sorbonne, Géraud Poumarède démontre que la croisade de la chrétienté contre les Ottomans est un mythe détruit par la papauté elle-même mais surtout par la logique diplomatique et militaire des États nationaux en voie de formation.

■ **Royaliste :** Votre livre est arrivé en plein débat sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne...

Géraud Poumarède : Certes ! Mais il ne doit rien aux circonstances. Mon livre est le résultat d'un travail de dix ans. C'est plus précisément la première partie de ma thèse qui portait sur Venise, la France et l'Empire ottoman aux XVI^e et XVII^e siècles.

J'ai voulu reprendre la question des conflits entre les Européens et les Turcs à la période de leur plus grande intensité - de la fin du XV^e siècle au début du XVIII^e siècle. Ces conflits intéressent divers intervenants européens : Venise, l'Espagne, la Pologne... Il se développe alors une véritable culture de l'antagonisme avec les Ottomans qui creuse un fossé infranchissable entre l'Europe occidentale et le monde musulman.

Pour ma part, je me suis efforcé d'aller au-delà de cet aspect conflictuel et d'étudier comment cette idéologie de la croisade retentit sur les relations internationales et sur les pratiques de la guerre contre les Ottomans.

■ **Royaliste :** Les résultats de votre recherche sont très nuancés...

Géraud Poumarède : J'ai été conduit à relativiser deux idées.

Contre l'idée d'un choc des civilisations entre le monde chrétien et le monde musulman, on voit se dévelop-

per une conception relative de la guerre.

Par ailleurs, les sociétés d'Ancien Régime ne sont pas les sociétés fanatiques que l'on dépeint souvent. Elles ne sont pas obnubilées par la religion, et la religion n'est pas la matrice de toutes les guerres. Les sociétés d'Ancien Régime sont des sociétés complexes : la religion est un facteur parmi d'autres.

■ **Royaliste :** Revenons sur ce que vous appelez la culture de l'antagonisme.

Géraud Poumarède : Cette culture se nourrit de la peur des Turcs. La puissance ottomane est alors en expansion : après Byzance, ce sont les Balkans, la Syrie, l'Égypte, l'Algérie, qui sont conquis.

Face à cette menace, la papauté dénonce à la fin du XV^e siècle l'*Infidèle* dans l'esprit des croisades et le pape ne cesse d'appeler les princes chrétiens à la mobilisation.

Au XVI^e et au XVII^e siècle, le Turc est aussi présenté comme un barbare - ceci dans le sillage de la Renaissance. On insiste alors sur la cruauté des Turcs, en évoquant les meurtres qui accompagnent la transmission du pouvoir ottoman.

À la fin du XVI^e siècle, c'est le despotisme des Turcs qui est fustigé, surtout par les ambassadeurs vénitiens auprès de la Sublime Porte.

Telle est la panoplie des arguments qui permettent de creuser, toujours plus profondément, le fossé entre

l'Occident et le monde ottoman.

Cette culture est largement diffusée, chez les catholiques, mais aussi chez les réformés et chez les érudits. De multiples projets de conquête de l'Empire ottoman sont publiés, et cela devient presque un genre littéraire.

■ **Royaliste :** Quelle est l'influence de cette culture de l'antagonisme sur les relations internationales ?

Géraud Poumarède : Il y a un large écart entre l'idéologie de la croisade et l'affrontement avec les Turcs : ce conflit n'intéresse qu'un nombre réduit d'États.

Dans le domaine des relations internationales, je me suis tout particulièrement intéressé aux ligues chrétiennes formées contre les Ottomans. On a commémoré, il y a trois ans, la bataille de Lépante (octobre 1571) ordinairement présentée comme une grande victoire des armées de la chrétienté. Cependant, cette bataille n'a rassemblé qu'un nombre réduit d'États : la papauté, Venise, l'Espagne et quelques troupes auxiliaires. Par ailleurs, l'impact de cette bataille a été faible.

Finalement, les ligues effectivement conclues contre les Turcs aux XVI^e et XVII^e siècles sont peu nombreuses : il y en a une en 1538 à l'initiative de Paul III ; une autre en 1571 à l'initiative de Pie V ; celle qui s'organise au moment du siège de Vienne où l'on voit la Polo-

Mythologie

Pour en finir la croisade

gne et Venise rejoindre Léopold I^{er} ; une autre en 1714 et 1715 qui réunit à nouveau l'empereur et Venise. Dans tous les cas, on observe que le nombre des participants est des plus limités : bien sûr les princes protestants ne répondent plus aux appels pressants des papes, mais ceux-ci n'arrivent pas non plus à mobiliser les souverains catholiques qui ne sont pas directement affectés par les offensives turques.

Il faut aussi remarquer que la formation d'une ligue est longue et difficile, car chaque puissance cherche avant tout à défendre ses propres intérêts : c'est ce que l'on voit par exemple avant 1538 au cours de négociations où Venise tente d'attirer les forces de l'Espagne en Méditerranée orientale alors que l'Espagne voudrait que Venise vienne s'opposer à la progression ottomane en Afrique du Nord.

Les mêmes phénomènes se reproduisent au XVII^e siècle : la ligue de 1683 comme celle de 1714-1715 sont composées de puissances qui ont directement intérêt à combattre les Ottomans. Mais le roi de France, le roi du Portugal, les princes allemands, les grands princes italiens se sont refusés à apporter leur soutien aux belligérants catholiques.

■ **Royaliste :** Venons-en aux pratiques militaires.

Géraud Poumarède : Cette culture de l'antagonisme a peu d'effets sur les pratiques de la guerre contre les Turcs. Cer-

r avec de

tains historiens, par exemple Alphonse Dupront, ont mis en valeur la figure de quelques exaltés qui partent en guerre contre les Ottomans poussés par leur foi chrétienne : Brantôme, par exemple, s'en va défendre avec quelques compagnons l'île de Malte attaquée par les Turcs en 1565. On ne peut remettre en doute les convictions religieuses de ces hommes, qui vivent aussi leur engagement comme l'accomplissement d'un beau geste, dans la plus pure tradition nobiliaire. Il en est de même des Guise qui proposent leur soutien à Venise lors du conflit qui l'oppose à Chypre en 1570-1573. Ils veulent se battre contre les Ottomans au nom de la défense de la foi, même si cette motivation essentielle est loin d'être la seule : ils espèrent aussi se perfectionner dans le métier des armes en servant sur d'autres théâtres d'opérations et sont encore à la recherche d'un établissement rémunérateur. Aussi réclament-ils des commandements prestigieux et se préoccupent beaucoup de leur rémunération. Si elle a souvent retenu l'attention des historiens, cette élite nobiliaire aux codes et aux comportements spécifiques ne forme cependant qu'une infime minorité parmi les combattants des guerres turques.

■ **Royaliste : Qu'en est-il du gros de la troupe ?**

Géraud Poumarède : Pour l'essentiel, les troupes qui combattent les Turcs sont com-



■ **Constantinople : la mosquée bleue du sultan Ahmed 1^{er} (1609-1616).**

posées de mercenaires en quête de la solde et de la gloire qu'ils ne trouvent plus sur les champs de bataille occidentaux. Ces soldats sont durement traités et, comme partout ailleurs à cette époque, les mutineries sont fréquentes. Les désertions sont nombreuses : les troupes qui guerroyent en Orient fondent à vue d'œil et certains régiments passent à l'ennemi. J'ai étudié le cas d'un régiment composé de Lorrains et de Flamands qui était au service de l'empereur et qui passe aux Ottomans en 1596 - parce que ces derniers paient mieux. Ce régiment combattit contre les occidentaux et contre les Perses sans que les soldats renoncent à leur religion chrétienne.

■ **Royaliste : Ces guerres contre les Turcs finissent donc par ressembler aux autres guerres de l'époque...**

Géraud Poumarède : En effet. Ces guerres ne procèdent pas

d'un choc des civilisations, comme on l'a souvent écrit.

Observons la papauté, qui est engagée de manière déterminée, constante, véhémente, dans la lutte contre les Ottomans. Pourtant, le Saint-Siège adopte des positions très ambiguës et relatives : il n'hésite pas à utiliser le thème antiturc pour la défense de ses propres intérêts.

La papauté souhaite ainsi montrer à travers cette lutte qu'elle conserve le rôle dominant en Europe occidentale. Elle s'attache également à utiliser le thème de la croisade pour défendre ses intérêts matériels - notamment à l'occasion de la découverte d'un grand gisement d'alun sur les territoires pontificaux à la fin du XV^e siècle. Jusqu'alors l'alun, (très utile car il servait à fixer les

retrées fiscales qui s'accroissent encore dans les périodes de guerre entre Venise et les Turcs, car une grande part du négoce vénitien est alors détournée vers Ancône. La volonté de préserver ce commerce va si loin que la papauté s'efforce de poser des limites à la guerre de course pratiquée par les chevaliers de Malte qui attaquent systématiquement les navires transitant entre l'Orient et l'Occident. Elle rejoint ainsi d'autres États, comme Venise ou la France, qui voient dans cette forme de croisade une menace insupportable qui pèse sur leurs échanges avec le bassin oriental de la Méditerranée.

■ **Royaliste : Quelles sont vos conclusions ?**

Géraud Poumarède : Si l'on s'en tient à la question de la guerre, celle-ci tend à se banaliser durant la période moderne. C'est une guerre qui est faite aux marges de l'Europe occidentale, c'est une guerre de frontières. À l'époque que j'étudie, les Occidentaux se battent finalement beaucoup plus entre eux qu'avec les Ottomans.

Ce déclin de la guerre sainte contre les Turcs favorise l'essor d'autres relations : les contacts, les échanges avec les Ottomans existent dès la naissance de la puissance ottomane et se développent par la suite, sans que l'Empire soit considéré comme une partie de l'Europe.

La première ambassade génoise envoyée auprès du Sultan date de 1350 ; la première ambassade vénitienne de 1364 ; le premier envoyé turc à Venise est arrivé en 1380. Au XV^e siècle, de nombreux souverains italiens entretiennent des relations avec les Ottomans. Au XVI^e siècle, l'Empire ottoman est devenu une puissance qui compte dans le jeu des États européens : c'est ce que signifie l'alliance durable (jusqu'à la fin de l'Ancien Régime) conclue entre la France et la Porte au temps de François I^{er}.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

Géraud Poumarède
Pour en finir avec
la Croisade

Mythes et réalités de la lutte contre les Turcs aux XVI^e et XVII^e siècles.

Prix franco 30 €

La grande méprise



♦ Éditorial
par Luc de Goustine

DOSSIER

« Travail & travail »

♦ Capitalisme cognitif : les intermittences de la raison
par Philippe Arondel

♦ La caméléon et la chaise
par Pierre-Etienne Heymann.

♦ Une vieille dispute : comment déterminer le prix du travail ?
par Philippe Lauria

Magazine

♦ L'Europe sans riva-
ges
par Bertrand Renouvin

♦ Apostasie au Tadjikistan
par Farroukh Arabov & Oumar Arabov

♦ L'ange noir
par Criton des Alpes

♦ Cantor et le transfini
par Olivier Bruneau

♦ La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme ?
par Alain Solari

Nom/Prénom :

Adresse :

commande le numéro 43 de
Cité et joint 7 € en
règlement.

Chantal Delsol veut ouvrir, dans son dernier livre, une polémique sur la justice internationale qu'elle considère comme une nouvelle forme de totalitarisme⁽¹⁾. Dommage, car ses constats et ses réflexions valent souvent mieux que le pamphlet qu'elle a voulu écrire.

Chantal Delsol enseigne la philosophie à l'université et n'aime pas notre époque ni « *l'esprit de la modernité tardive* » qui la caractérise. Ses thèses peuvent pourtant recueillir notre adhésion et être acceptées, mais sous bénéfice d'inventaire.

À la suite de Pierre Hassner et de Jürgen Habermas, elle soutient que la justice internationale n'est pas envisageable tant qu'un gouvernement mondial ne sera pas instauré. En effet, selon elle, l'État universel constitue le seul moyen d'établir une certaine forme d'égalité devant les poursuites. Aujourd'hui, la justice internationale ne s'intéresse qu'aux perdants comme Milosevic ou aux génocidaires du Rwanda mais pas aux dirigeants chinois pour leurs agissements au Tibet, par exemple. Les choix, que cette justice fait, apparaissent comme conjoncturels et ne sont pas établis sur des fondements juridiques clairs. Les incriminations ne sont pas définies précisément et peuvent aboutir à des interprétations variées. Elle cite, comme exemple, la notion de *crime contre l'humanité* dont le contenu peut changer au gré des circonstances. Les concepts de la justice internationale relèvent plus du domaine de l'éthique que du droit. Ses réflexions sur le droit naturel, comme étant des principes

généraux relevant du champ de l'éthique plus que de celui de la règle de droit, apparaissent comme pertinentes. Mais nous ne pouvons la suivre lorsqu'elle vient critiquer Blandine Kriegel qui considère les droits de l'homme dans leurs grands principes comme une expression du droit naturel. À vouloir porter son raisonnement jusqu'à ses limites, Chantal Delsol frôle la caricature. En effet, elle lui reproche de tomber dans des considérations contingentes et aléatoires au plan historique ou géographique ne relevant pas du domaine du droit naturel comme la lutte contre l'homophobie ou la défense de certaines formes de communautarisme qu'elle n'apprécie guère. Jamais Blandine Kriegel n'a voulu s'aventurer dans de tels errements et jamais les déclarations des droits de l'homme en France ou au plan international ne sont allées dans des détails aussi précis. Le juriste ne peut donc pas se satisfaire des explications données par l'auteur.

Chantal Delsol apparaît bien plus convaincante lorsqu'elle revient à ses fondamentaux, si l'on peut dire, c'est-à-dire à la philosophie : elle jongle avec les concepts qu'elle maîtrise parfaitement. Son analyse de l'opuscule de Kant intitulé « *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmo-*

politique » (p. 29 et suivantes) ne peut que nous convaincre que l'idée d'un gouvernement mondial, déjà en gestation au siècle des Lumières, ne pouvait que se détruire elle-même.

Son éclairage le plus pertinent porte sur la guerre juste et la décision politique. Il s'agit là, nous semble-t-il, d'un point crucial sur lequel les esprits les plus éclairés peuvent s'égarer. Précisons bien notre pensée : il existe aujourd'hui une école qui identifie la guerre juste à la guerre légale. Il faut pour entamer des hostilités obtenir l'aval de l'ONU. La France a soutenu cette position, avec la Belgique ou l'Allemagne lors de la dernière guerre d'Irak, par exemple. Chantal Delsol a le grand mérite de rappeler que la décision de recourir à la guerre ne recouvre pas forcément ni le champ du droit, ni celui de la morale, qui détermine le mal, mais celui de la décision politique qui désigne un adversaire qu'il faut combattre. Nous retrouvons là une vision qui peut rejoindre celle de notre journal lors de la guerre du Golfe en 1991 ou contre l'ex-Yougoslavie plus récemment. Dans ces circonstances, le président de la République s'est défaussé de ses responsabilités en ne laissant pas à la représentation nationale le soin de prendre la décision d'intervenir : il s'est abrité uniquement derrière des résolutions du Conseil de sécurité.

Jacques DORÉMIEUX

(1) Chantal Delsol - « *La Grande Méprise* », La Table Ronde, prix franco : 18 €.

Sur le nihilisme nazi

Dans quelques jours, les Français pourront voir au cinéma *la Chute*, ce film qui a déjà attiré des millions de spectateurs allemands et qui décrit, de façon très réaliste, les derniers jours de Berlin investis par les troupes soviétiques en avril 1945. Déjà la polémique fait rage à propos de la façon dont Bernd Eichinger, le producteur-scénariste et Olivier Hirschbiegel le réalisateur ont conçu leur travail. Le cinéaste Win Wenders, dans un article de *Die Zeit* repris par *Libération* (1^{er} décembre) reproche à ses confrères « leur manque de positionnement » « qui laisse les spectateurs dans l'incertitude ». Ces derniers « seraient conduits vers un trou noir, en cela qu'ils sont invités, de façon (presque) anodine, à voir cette époque du point de vue des coupables, en quelque sorte, du moins en manifestant à leur égard une bienveillante compréhension ».

Faute d'avoir pu voir encore *la Chute*, je me garderai de tout jugement sur le film. En revanche, pour avoir lu l'ouvrage de Joachim Fest *Les derniers jours de Hitler* qui a beaucoup inspiré ses auteurs, je me permettrai de dire quelques mots sur la façon dont l'historien a construit sa vision de la chute du nazisme. Tout d'abord, il est certain que Fest n'entend pas faire un bilan du régime et de ses crimes. Il entend décrire les derniers moments du dictateur et de son entourage coincés dans leur bunker, au centre d'une ville où les combats font rage, où les soldats russes progressent de rues en rues, d'ailleurs déjà réduites à l'état de gravats, tandis que le Führer a ordonné aux siens de lutter jusqu'à la mort. C'en est hallucinant. Fest montre qu'il n'y a aucune pitié de Hitler pour son propre peuple dont il veut que l'anéantissement corresponde à sa disparition. De la façon la plus cynique et la plus glaciale ne déclare-t-il pas à Albert Speer le 19 mars 1945 : « Si la guerre est perdue, le peuple allemand est lui aussi perdu. Il est inutile de se préoccuper de conditions qui sont nécessaires à la survie la plus élémentaire du peuple. Au contraire, il est préférable de détruire même ces choses-là. Car ce peuple s'est révélé le plus faible, et l'avenir appartient exclusivement au peuple de l'Est qui s'est montré le plus fort. Ceux qui resteront après ce combat, ce sont les médiocres, car les bons sont tombés. »

Dans ce raisonnement, les derniers jours de Hitler obéissent à une logique implacable d'auto-anéantissement. L'épouse de Goebbels peut assassiner ses cinq enfants. La vie ne vaudra rien après le III^e Reich. Hitler révèle là sa plus profonde pulsion, son désir de sombrer dans le néant en entraînant avec lui tout ce qui peut sombrer. Il aurait voulu encore plus « de pathos, d'horreur sanglante et de fanfares apocalyptiques ». N'avait-il pas toujours gardé en tête cet opéra de Wagner, *Rienzi*, où le héros médiéval choisit la mort et l'autodestruction ? Voilà qui oblige à reconsidérer l'hitlérisme autrement que comme une idéologie cohérente au sens du communisme ou même du fascisme mussolinien.

par Gérard Leclerc



Joachim Fest montre qu'il n'y a aucun projet chez Hitler : « L'énergie indomptable qui le poussa sa vie durant n'était rien d'autre que le principe, antérieur à toute culture ou civilisation humaine, du droit du plus fort. » L'aboutissement de cette volonté forcenée, qui ne s'est jamais employée qu'à réprimer, massacrer, avilir, pratiquer le nettoyage racial, c'est uniquement la terre brûlée.

L'anéantissement final paraît donc cohérent avec la logique d'un homme et d'un régime. Pourtant, on ne saurait tout réduire à cette fin et ne pas prendre la distance nécessaire pour saisir la cohérence globale de ce qu'il faut bien appeler un nihilisme absolu. C'est tout l'intérêt du témoignage de Hermann Rauschning d'avoir donné avant l'embrasement de la guerre une analyse précise du cas Hitler. J'ai retrouvé son livre précédé d'une excellente introduction de Raoul Girardet qui insiste sur l'impossibilité de définir l'hitlérisme en fonction de nos critères habituels, et sûrement pas en fonction d'une vénération pour l'Allemagne et sa civilisation. Même s'il se reconnaît dans certains aspects du germanisme, le nazisme n'entend poursuivre aucune tradition. Il se veut radicalement révolutionnaire : « Laissez les nations aux démocrates et aux libéraux, confie Hitler à Rauschning, Ce ne sont pas des peuples délimités par l'histoire qui serviront de matériaux pour la construction de l'ordre futur... » Mais ce futur même n'a pas de visage. Il relève d'un irrationalisme radical et plus encore des rêveries informes d'un agitateur désaxé.

Lorsqu'on veut trouver les ingrédients d'un système, on découvre un univers dépressionnaire en quête d'une étrange magie. « Pour tous les ratés et les déshérités des pays allemands, le national-socialisme est une sorte de conjuration magique. Hitler lui-même n'est que le premier d'entre eux, le grand prêtre ou le pape de la nouvelle religion secrète. Réchauffé de cette adulation et entouré de ce culte imbécile, il n'est pas éloigné de croire, à certaines heures, qu'il est, en effet, doué de pouvoirs surhumains. Mais dès qu'il descend de la tribune ou revient de ses courses solidaires dans les montagnes, il retombe dans l'abattement et la léthargie, incapable de tout courage et de toute décision. » Ce n'est que dans l'excitation nerveuse, la rage, le langage brutal, artificiellement extatique que le Führer puise ses énergies conquérantes. Il ne faut pas compter pour négligeable le caractère crapuleux de son entourage, et des cadres du parti qu'il encourage à s'enrichir au prix des deniers publics et de tous les pillages. Qu'une rhétorique nébuleuse recouvre cette entreprise insensée ne saurait étonner. Forcée des débris d'un sous-nietzschisme et d'un sous-darwinisme, elle débouche sur la justification de l'anéantissement : « Les tables du Sinaï ont perdu toute validité. La conscience est une invention des juifs. Elle est l'équivalent d'une circoncision, d'une amputation de l'être humain. »

Méfions-nous, toutefois. Le caractère insensé d'une entreprise vouée dès le départ au désastre ne nous protège pas d'autres délires. Le nazisme a opéré des transgressions dont le modèle peut obscurément fasciner notre temps. La révolution nihiliste est très loin d'avoir épuisé ses forces destructrices de la raison et de la conscience.

■ Joachim Fest - « *Les derniers jours de Hitler* », Perrin, 2003, coll. Tempus, prix franco : 8,50 €.

■ Hermann Rauschning - « *Hitler m'a dit* », Hachette, coll. Pluriel, prix franco : 9,20 €.

Monstres

Chacun d'entre nous, un jour ou l'autre, au travers de la littérature, du cinéma ou des séries TV a été confronté à la manie procédurière des Américains, il était donc légitime que la bande-dessinée s'en empare à son tour.

Avocats du macabre de Batton Lash s'inscrit dans une tradition, typiquement américaine : celle du *strip* et du *comics*. Héritière des séries type *Ecomics* des années cinquante où s'illustrèrent des talents novateurs, la dernière histoire y fait directement référence.

Le postulat de départ est résolument original : les monstres en tout genre ont recours à un cabinet d'avocats spécialisés afin de faire valoir leurs droits constitutionnels. Alanna Wolff et Jeff Byrd étaient nés et dans leur cabinet se succède une galerie de clients aussi hilarants qu'extravagants. Mais sous l'apparente légèreté du récit transparait une thématique plus ambitieuse ; la défense de toutes les différences et la reconnaissance d'une tolérance universelle. En effet, pourquoi les monstres et autres personnes confrontés au tribunal n'auraient-ils pas des droits inaliénables.

Batton Lash, qui de son propre aveu n'avait aucune culture juridique détourne les codes du langage légal et nous propose une série de récits hautement réjouissants et décupants.

Son livre ravira tout amateur de bédé américaine, car s'inscrivant dans une continuité éditoriale, les autres lecteurs découvriront une originalité de ton qui ne manquera pas de les séduire.

Bruno DIAZ

□ Batton Lash - « Wolff & Byrd avocats du macabre », Éd. Bulle Dog, prix franco : 13 €.

La soupe à la racine

Lorsqu'il célèbre les traditions locales et cultive la nostalgie des racines, Jean-Pierre Pernaut reprend les thèmes habituels de l'utopie réactionnaire qui servent de bande-son pour la visite d'un zoo humain.

Qui est donc le souriant présentateur du « 13 heures » de TF1 ? Un pétainiste ? Un télécrate rusé ? Un folkloriste ?

Tardivement découverte, l'analyse rigoureuse de Michel Le Guenic apporte de bonnes réponses à ces lancinantes questions - sans que je sois tout à fait d'accord avec les conclusions de l'auteur (1). Celui-ci a eu la patience d'observer le journal de 13 heures, d'étudier 160 reportages, de répertorier les thèmes, de quantifier tout ce qui pouvait l'être avant d'interroger le souriant personnage qui conçoit et présente ce produit emblématique.

La raison de cette réussite ? Jean-Pierre Pernaut a capté l'air du temps : pas seulement le retour au *traditionnel* mais aussi la négation du politique qui s'est manifestée de diverses manières : hostilité à l'État (thème exploité par Jean-Pierre Pernaut dans son émission *Combien ça coûte ?*), anti-intellectualisme, culte de l'authenticité locale opposée aux technocrates parisiens...

Le metteur en scène du 13 heures épouse cette tendance rétrograde, la conforte et la modèle à sa manière. Au nom du *bon sens* et de la *proximité*, Jean-Pierre Pernaut est l'homme d'un parti pris : montrer de jolies choses et des braves gens, ce qui exclut les ouvriers des zones industrielles, les jeunes chômeurs des

banlieues, les employés de bureau, les grandes villes.

Ces préférences explicites et ces exclusions implicites font apparaître une France imaginaire composée de *régions* inventées pour les besoins de la cause avec des bribes de réel, des morceaux de baratin lyrique et des guirlandes de nostalgie campagnarde.

La fête du canard dans l'Aveyron (avec ses gratounades), la gouleyante bernache du vendangeur, la bigoudène mystique sur son vélo, les korrigans de la toujours mystérieuse Bretagne, la « poésie du gibier », les paysans provençaux dans des poses inévitablement « gioniques », et tout un défilé de potiers traditionnels, de chaudronniers bien de chez nous, de tonneliers à l'ancienne, de vignerons identitaires, de poulardes naturelles, de vins frais (chez Pernaut, l'alcool coule à flots) avec, en apothéose, le reportage sur la châtaigne corse, qui a duré 7'46 alors que la moyenne est de 2'40. Inouï !

Comme le dit Michel Le Guenic, les « *régions* » pernautiques sont peuplées de « *vrais gens* », proches de la nature, humbles, attachés à leurs « *racines* » (le mot revient tout le temps), qui habitent un charmant village, préfèrent la pauvreté et la joie simple du travail manuel aux illusions du progrès, qui choisissent de demeurer *là où le temps s'est arrêté* (avant 1789), loin des *hordes de touristes*, plutôt que de se per-

dre dans la foule des mégapoles.

Ce discours vieux d'un bon siècle s'enrobe d'une poésie crémeuse, plus païenne que catho-traditionaliste, où il est question de l'âme des lieux, de coutumes plurimillénaires, de cultes antiques.

Cette France de *nos régions* est finalement réduite à un musée ethnologique agrémenté d'un zoo humain où l'on voit évoluer le sabotier, le vrai montagnard et le bouilleur de cru. Il y a sans doute du Barrès dans ce Pernaut mais, contrairement à ce que dit Michel Le Guenic, pas la moindre trace de gaullisme. Le général de Gaulle, c'est la force de dissuasion nucléaire, le projet industriel national, la modernisation de l'agriculture, le développement des villes - à l'opposé des fantasmagories localistes.

Le pétainisme n'est pas composant actif du pernautisme, mais plutôt un discours reflétant partiellement l'utopie réactionnaire qui a pris naissance au XIX^e siècle et qui continue de se diffuser dans divers milieux - de la droite traditionaliste à l'écologisme selon les Verts et José Bové.

Cela sans oublier que le message rassurant et euphorisant de Jean-Pierre Pernaut prépare les enracinés et les déracinés à l'absorption de Coca Cola(2). À TF1, là est l'essentiel.

Maria DA SILVA

□ (1) Michel Le Guenic - « *Nos régions selon Jean-Pierre Pernaut - Pétainisme ou pittoresque ?* », France Europe Éditions, 2003, prix franco : 18 €.

(2) Cf. l'article de Luc de Goustine, *Télé-bizness*, dans *Royaliste* n° 843.

Vœux

Comme il est de coutume en cette période de l'année, je viens ici, au nom du Comité directeur de la NAR et de la rédaction de *Royaliste*, vous présenter les vœux que nous formulons en ce début d'année.

Ils sont d'abord adressés à la Famille de France et à son chef le comte de Paris. Nos vœux plus particuliers vont aussi au prince Jean, duc de Vendôme qui a entrepris une action que nous suivons avec attention, tant il est vrai que le projet royaliste n'a quelque crédibilité que dans la mesure où il s'incarne dans un Prince qui pourrait représenter un espoir pour nos compatriotes.

Mais nos vœux les plus chaleureux vont vers vous, nos lecteurs et abonnés, sans l'aide et le soutien desquels nous n'existerions plus depuis longtemps. Grâce à vous, notre aventure continue, et nous sommes fiers de vous avoir présents à nos côtés !

Yvan AUMONT

21 JANVIER



A Paris, la messe traditionnelle en hommage à Louis XVI aura lieu le **vendredi 21 janvier** à

12 h 15 en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre, 75001 Paris.

Un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera ensuite amis et sympathisants de la NAR autour d'Yvan Aumont, Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin.

HOMMAGE

A l'initiative de la Société des Amis du Roi et de la revue *Les Épées*, un hommage sera rendu à Hubert de Lagarde à l'occasion du 60^e anniversaire de sa mort en 1945 au camp de Dora.

La NAR invite ses amis à se joindre à cette manifestation. Le rendez-vous est fixé le **mardi 25 janvier** à 19h15 devant le 7 quai Voltaire où était situé la centrale de renseignements que dirigeait ce royaliste notoire avant de rentrer à l'état-major des FFI.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 12 janvier** : Les tribunaux internationaux sont aujourd'hui présentés comme le seul mode de conclusion possible des guerres civiles ayant entraîné des massacres massifs - en Yougoslavie, au Rwanda. La bonne conscience juridique y trouve son confort et la « génération morale » a clamé sa satisfaction lorsque Slobodan Milosevic a été arrêté puis emprisonné à La Haye. Mais l'opinion publique n'est pas informée du déroulement d'audiences qui se voudraient exemplaires, ni avertie des faiblesses qui affectent la justice internationale. Docteur d'État en philosophie et professeur de philosophie, **Chantal DELSOL** a récemment publié (*La Grande méprise*) une critique approfondie de ces tribunaux qui jugent les vaincus sans jamais incriminer les puissants de l'heure et qui condamnent au nom de principes mal clarifiés. « **L'État, la guerre et ses juges** » : sur ces thèmes trop souvent traités sur le mode passionnel, la con-

férence de notre invitée nous permettra d'ouvrir un débat sur la question, classique mais toujours aussi complexe, de la guerre juste.

● **Mercredi 19 janvier** - Sujet non encore fixé.

● **Mercredi 26 janvier** - Agrégé de philosophie, diplômé de l'INALCO (persan), docteur en sciences politiques, Olivier Roy a été représentant spécial de la Présidence de l'OSCE au Tadjikistan (1993) puis Chef de mission de l'OSCE au Tadjikistan (1994). Consultant au Centre d'Analyse et de Prévision du Ministère des Affaires Étrangères depuis 1984, il est actuellement directeur de recherche au CNRS (Laboratoire "Monde Iranien") et chargé de cours à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

Auteur d'un ouvrage remarqué sur *L'Islam mondialisé* pour lequel nous l'avons reçu en 2003, **Olivier ROY** avait publié voici vingt ans un livre sur l'Afghanistan qui l'avait fait connaître comme l'un des meilleurs spécialistes de ce pays - qu'il n'a cessé d'observer très attentivement depuis. Après la chute des talibans et l'élection d'Hamid Karzaï, c'est pour nous exposer les « **Perspectives afghanes** » que nous l'avons invité à revenir parmi nous.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (8 € pour l'année)

Samedi 29 et dimanche 30 janvier

L'Institut de formation civique et de coopération européenne (IFCCE)

en collaboration avec la revue *Cité*

organise une session de politique appliquée sur le thème du

« Traité constitutionnel de la Communauté européenne »

Cette session aura lieu à La Chapelle-Saint-Luc, dans la banlieue de Troyes - Participation aux frais : 50 € (comprenant l'hôtel, trois repas et le petit déjeuner). Inscriptions auprès de Robert Gesnot, 4 impasse des Oeillettes, 10600 La Chapelle Saint Luc - chèque à l'ordre de l'IFCCE.

Le programme détaillé et les renseignements pratiques sont envoyés sur simple demande au 01.42.97.42.57

Communiquer avec la N.A.R.

- ♦ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ♦ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ♦ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste> et www.narinfo.fr.st (Informations et actualités)
- ♦ Téléphone /répondeur : 01.42.97.42.57
- ♦ Télécopie : 01.42.96.05.53
- ♦ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Front de classe

Sur la campagne qui s'annonce, Eric Zemmour a publié (1) une analyse cruelle pour les partisans déclarés du Non au référendum. Pour lui, les jeux sont faits, du moins sur le plan politique.

Voilà qui me paraît probable. Derrière Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande, toute l'oligarchie politique fera campagne pour le Oui, de même que les milieux économiques et financiers appuyés par les principaux médias - qu'ils contrôlent.

Face à ce formidable dispositif, qui rappelle celui qui avait été mobilisé pour le « passage à l'euro », ce sont des groupes dispersés qui mèneront avec des mots d'ordre divers et souvent contradictoires la bataille pour le Non.

Les nationalistes autoritaires se divisent entre fidèles de Jean-Marie Le Pen, viscéralement hostiles à l'establishment, et Philippe de Villiers qui conserve ses entrées dans les réunions de la majorité présidentielle. Ces « souverainistes » détestent l'extrême gauche trotskyste qui le leur rend bien, le chevènementisme n'est plus qu'un souvenir, l'audience des communistes est faible et les gaullistes authentiques sont marginalisés. Les tentatives d'alliance rouges-bruns ne dépassent pas - c'est heureux - le stade groupusculaire.

La défaite politique de ces mouvements est d'autant plus certaine que le romantisme rouge, la haine xénophobe et les pulsions réactionnaires seront pain béni pour les médias et inciteront de nombreux électeurs à dire « non au Non ».

Je n'oublie pas que Jacques Nikonoff, président de l'association Attac, s'apprête à mener

une campagne d'opposition sensée. Mais il se heurtera à l'impitoyable sélection médiatique : les vaticinations obscurantistes d'un libertaire typé sont plus utiles à l'animation du théâtre politique que les critiques raisonnées d'un juriste doublé d'un économiste.

Toutes les données politiques annoncent une large victoire des partisans du traité, à l'issue d'une campagne paisible. Cependant, Eric Zemmour indique en quelques mots un facteur d'incertitude : la réaction des



classes populaires à l'unanimité des élites.

Cela mérite un examen attentif que nous ferons dans les prochains mois. Quelques observations préliminaires :

La classe dirigeante constitue un milieu fermé. Ses partis, ses syndicats, ses castes, et toute sa valetaille d'amuseurs publics et de faiseurs de modes intellectuelles nouent entre eux leurs alliances, vivent leurs rivalités et leurs amours, concluent leurs pactes de corruption et règlent leur compte par le truchement de leurs médias.

Les « débats de société » (sur le cadre de vie, l'éthique, l'homophobie...) sont ceux qui intéressent ce milieu que le défunt comte de Paris appelait la

café society - au sein de laquelle l'élite rose, les rouges repentis et les membres de l'appareil vert sont parfaitement à l'aise. La prochaine élection présidentielle est leur affaire, l'Europe dont ils parlent est leur Europe, occidentale, atlantique, capitaliste.

Libertaire dans ses mœurs, cette élite est impitoyable dans ses mécanismes de contrôle, de relégation et de répression de tout ce qui n'est pas elle : les salariés ordinaires, les ouvriers, employés, cadres moyens et supérieurs qui vivent dans l'angoisse, l'humiliation, la colère ou la haine les sacrifices qui leur sont imposés.

Par le vote protestataire, par l'abstention électorale, par la grève et les manifestations de masse, ce groupe largement majoritaire a d'ores et déjà prononcé la déchéance des élites et son refus catégorique de l'ultra-libéralisme.

Il y a là un immense potentiel révolutionnaire.

Les élites se croient à l'abri car elles opposent un front de classe puissant et cohérent à des catégories sociales précarisées, dispersées par le processus de ségrégation urbaine, privées de représentation partisane depuis le déclin communiste et l'adhésion des dirigeants socialistes à l'ultra-libéralisme.

Contre la violence des jeunes de banlieue et la menace terroriste, la classe dirigeante offre à la population la garantie du maintien de l'ordre assortie de quelques promotions sur critères ethniques.

Les élites n'ont plus peur de rien car elles croient à l'efficacité de leurs techniques de domination. C'est cette arrogance de classe qui peut leur valoir une mauvaise surprise électorale.

Bertrand RENOUVIN

(1) *Le Figaro* du 31 décembre 2004.